

Pour une stratégie d'investissements directs étrangers en France soutenables et responsables

Déclaration du groupe CGT

Cet avis est un appel au CESE à travailler sur des points essentiels pour l'avenir :

- Le rôle des investissements publics et privés en France, notamment les aides publiques fléchées aux entreprises sans conditionnalité ni contrepartie.
- L'absence d'une stratégie d'investissement de long terme dans les secteurs clés pour le pays,
- Le bilan des plans de privatisation et l'abandon par la puissance publique d'entreprises et de secteurs stratégiques.
- La délégation de la politique économique, industrielle et énergétique du pays aux firmes multinationales françaises et étrangères.

Car parler de stratégie pour rendre soutenable et acceptable les IDE, suppose d'avoir une stratégie d'investissement notamment en matière de politique économique, industrielle, énergétique et écologique. Or en la matière, la France est en panne sèche et manque cruellement de vision et d'ambition.

Les outils d'investissements tels que la BPI privilégient les rendements financiers au détriment d'une stratégie nationale d'investissement.

L'avis proposé aujourd'hui recèle néanmoins des préconisations intéressantes, débarrassé du dogme du cout du travail et de la compétitivité dite libre et non faussée :

Comme par exemple :

- De prendre en compte les critères sociaux et environnementaux en les rendant opposables juridiquement pour réguler le commerce mondial
- De promouvoir l'investissement responsable socialement et écologiquement
- De lutter contre l'évitement et l'évasion fiscale
- La création d'une cour européenne multilatérale pour faire respecter les engagements en matière de développement durable
- De pouvoir bloquer les transactions et d'exiger plus de transparence et de conditionnalité dans les aides reçues par les investisseurs et sociétés étrangères
- De nommer des administrateurs salarié-es dans les entreprises de tous les états membres de l'union

Nous aurions aussi souhaité que soit intégrés la conditionnalité contraignante des aides publiques à des objectifs sociaux et écologiques. Manque également l'interdiction des montages financiers complexes qui endettent lourdement les entreprises, mettent en péril leur développement, leur avenir et celui de milliers de salarié-es.

Malgré ces carences la CGT a voté cet avis.